

# Février et mars 1798... : De la Révolution vaudoise à la chute de Berne : chronique d'une mort annoncée

Autor(en): **Engelberts, Derck**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **143 (1998)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345866>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Février et mars 1798...

## De la Révolution vaudoise à la chute de Berne: chronique d'une mort annoncée

Lorsque le général Bonaparte s'arrête à l'auberge du petit village de Fraubrunnen, ce 24 novembre 1797, alors que son carrosse le mène à grande allure de Campoformio à Rastatt, nul sauf le voyageur lui-même, ne se doute que le sort de l'Ancien Régime en Suisse est pratiquement déjà joué. Seul demeure encore mystérieux le déroulement des opérations et des incidences sur le monde helvétique de l'époque.

### ■ Cap Derck Engelberts

Au cours des tractations menant à la signature du traité de Campoformio, les négociateurs avaient implicitement inclus dans le texte une « République helvétique » qui n'existait pas encore. Voici pourquoi Bonaparte a inclus dans le traité la Suisse: il a besoin d'un axe transalpin direct lui permettant d'amener rapidement des troupes depuis le théâtre d'opérations en Allemagne vers les fronts qui se dessinent en Italie. Ayant demandé aux autorités valaisannes l'autorisation d'emprunter le passage du Simplon, préalablement reconnu par un officier du génie français, le général français s'est heurté à un refus net du Valais, soutenu par une décision de la Diète helvétique tenue à Frauenfeld du 3 au 25 juillet 1797. Un tel passage de troupes armées aurait constitué une violation de la neutralité helvétique dont jouit l'allié valaisan comme d'autres alliés du Louable Corps helvétique. Ne l'ayant pas obtenu

de gré, Bonaparte doit donc s'assurer le passage par la force, puisque le Valais refuse de jouer le jeu de la France.

### La recherche d'un prétexte

Au cours des négociations menant au traité de Campoformio, Bonaparte s'assure de la non-intervention autrichienne en Suisse en échange de la non-intervention française en Vénétie, livrée à l'Autriche. En garantie de sa bonne foi, celle-ci se déclare prête à céder le Fricktal à la France qui pourrait, à son tour, le rétrocéder à la « République helvétique » comme le dit l'article secret numéro 6 du traité.

La non-ingérence autrichienne dans les affaires franco-suisse étant garantie, le théâtre d'opérations est reconnu par le général Bonaparte lui-même. Il peut juger de la popularité dont il jouit à Lausanne et à Bâle. Il évite la ville de Berne, craignant selon certains un at-

tentat tramé par les suppôts de l'ambassadeur anglais Wickham. Nous pensons plutôt qu'il ne veut en aucun cas qu'on puisse lui reprocher de montrer de l'ingratitude en envahissant ou faisant envahir une ville qui l'aurait bien accueillie. Il reconnaît les routes menant à Berne depuis Lausanne et Soleure, il en voit les possibilités tactiques et stratégiques.

Il ne reste plus qu'à provoquer le prétexte à l'intervention française; en d'autres termes, les Suisses, plus spécialement les Bernois, doivent fournir eux-mêmes une bonne raison à la Grande Nation pour intervenir militairement. Les plans de Bonaparte rencontrent un écho favorable auprès du Gouvernement français qui reproche aux Suisses la trop grande liberté de mouvement et de parole, notamment écrite, qu'ils laissent aux fidèles de l'Ancien régime, classés uniformément à Paris sous la rubrique des suppôts de la perfide Albion et de l'émigration.



Le départ des femmes, des enfants, des vieillards pour combattre l'avance des Français.

Cette occasion, des personnalités provenant des localités les plus remuantes, Bâle et Lausanne, vont la fournir. Ce sont en particulier Frédéric César de Laharpe et Peter Ochs. Le Vaudois se trouve à la tête d'une délégation de ses compatriotes qui s'est rendue à Paris auprès du Directoire exécutif de la République française, en septembre 1797, venue demander la protection de la France à la Révolution vaudoise qui se prépare. Le 8 décembre se déroule à Paris un entretien réunissant le général Bonaparte, le Directeur Reubell et Pierre Ochs, fer de lance de la Révolution bâloise qui se prépare également. Au cours de cet entretien, dont il n'existe pas de compte-rendu, il ne fait aucun doute qu'il a été question de la Suisse et de sa révolution.

Par un arrêté du 28 décembre, le Directoire exécutif de la République française assure sa protection aux révolutionnaires vaudois. Cet arrêté constitue la base de

tout ce qui sera fait pour justifier l'intervention des troupes françaises. Le ministre de la guerre Schérer déclenche le mouvement en détournant de sa route une division de l'armée d'Italie en marche vers les côtes de la Manche pour y rejoindre une armée d'Angleterre en constitution. Les données de

la marche se trouvent dans le tableau (ci-dessous).

Cette division est dépourvue d'artillerie. Une comparaison des effectifs des demi-brigades avec les moyennes de l'époque montre que seuls ceux de la 75<sup>e</sup> de ligne sont légèrement supérieurs à la moyenne, toutes les autres étant nettement au-dessous (autour de 2200 hommes pour l'infanterie de ligne, de 1800 pour l'infanterie légère).

Les dernières troupes arrivent au moment où la Révolution vaudoise éclate, le 24 janvier 1798. Les autorités bernoises quittent Lausanne où s'installent les autorités provisoires de la République lémanique. Aucun affrontement armé ne se produit. C'est donc un incident mineur, ce que l'on appellera

Troupe	effectifs	départ le	de	à	arrivée le
15 <sup>e</sup> rgt de dragons	450	8.1.1798	Voreppe	* Versoix	14.1.1798
2 <sup>e</sup> demi-brigade légère	1500	13.1.1798	Chambéry	Versoix	20.1.1798
18 <sup>e</sup> demi-brigade légère	1500	14.1.1798	Chambéry	Versoix	21.1.1798
25 <sup>e</sup> demi-brigade de ligne	1500	14.1.1798	Chambéry	Versoix	22.1.1798
32 <sup>e</sup> demi-brigade de ligne	2000	15.1.1798	Chambéry	Versoix	23.1.1798
75 <sup>e</sup> demi-brigade de ligne	2400	16.1.1798	Chambéry	Versoix	24.1.1798
<b>Total:</b>	<b>9350</b>				

\* Sous l'Ancien régime, Versoix n'appartient pas au territoire suisse ou allié.

«l'incident de Thierrens», soit la mort dans une escarmouche avec des gardes locales de deux hussards français accompagnant un parlementaire, qui sert de prétexte au général Ménard, commandant provisoire de la division avant l'arrivée du général Brune. Les troupes françaises sont à Lausanne le 28 janvier, l'occupation de la Suisse a commencé. D'intensité variable, elle va durer quinze ans.

## Schauenburg se prépare...

C'est ce même jour que le Directoire exécutif de Paris nomme le général de division Schauenburg au poste de commandant d'une division composée de troupes tirées de l'armée du Rhin et qui doit se rendre dans le département du Mont-Terrible. Ce département, partie de l'ancienne Principauté épiscopale de Bâle correspondant à l'actuel canton du Jura, avait été rattaché à la France en 1793. Arrivé dans ce département, Schauenburg devient le subordonné du général Brune, commandant de toutes les troupes «sur les frontières de l'Helvétie» avec lequel il doit coordonner ses mouvements. Une avant-garde est dépêchée à Bienne où le général de brigade Nouvion doit prendre toutes les dispositions préalables pour l'arrivée de la division baptisée désormais «division de l'Er-guel» (tableau ci-dessus).

demi-brigade		effectifs	départ:		arrivée:		distance km (+ )
N°	type		localité	date	localité	date	
3	de ligne	2536	Strasbourg	13* pluv	Delémont	20 pluv	150
31	"	2337	Hombourg- Marckolsheim	12 pluv	Delémont	16 pluv	300
38	"	2522	Porrentruy	18 pluv	Delémont	20 pluv	30
89	"	2101	Huningue	21 pluv	Delémont	22 pluv	55
97	"	2424	Porrentruy	19 pluv	Delémont	21 pluv	30
14	légère	1809	Lauterbourg - Wissembourg	15 pluv	Delémont	26 pluv	200
16	"	2407	Sélestat- Auenheim- Bartenheim	14 pluv	Delémont	20 pluv	140

\*Le 13 pluviose an 6, selon le calendrier révolutionnaire, correspond au 1<sup>er</sup> février 1798.

Cette division est beaucoup plus forte que celle du général Brune; elle compte près de 2000 cavaliers (hussards, dragons et cavalerie lourde) ainsi que 3 compagnies d'artillerie à pied, 1 compagnie d'artillerie légère et 1 compagnie d'ouvriers, qui doivent emmener 2 pièces de 12, 2 obusiers de 6 pouces, 2 pièces de 8, 5 pièces de 4 et les caissons nécessaires au transport des cartouches et autres munitions de guerre pour les demi-brigades. Situation apparemment paradoxale: le subordonné dispose de troupes plus importantes que le commandant en chef qui, non seulement, doit avoir re-

cours à 4000 Vaudois pour renforcer sa division, mais en plus se battre avec son administration militaire pour obtenir des artilleurs et des pièces d'artillerie tirées de la citadelle de Besançon et du fort de Joux. Ces mouvements importants ne passent pas inaperçus et sont d'ailleurs dûment signalés par les autorités neuchâteloises (neutres!) aux Bernois.

Les troupes font mouvement vers leurs secteurs; à la mi-février déjà, Schauenburg peut annoncer qu'il est prêt à agir selon les ordres que le général Brune voudra bien lui adresser. Il adopte une attitude amicale face aux auto-

rités soleuroises et bernoises qui s'inquiètent des mouvements français. Il les renvoie au général Brune seul informé des intentions du gouvernement français et habilité à négocier. Alors que petit à petit s'installent les troupes françaises qui doivent attaquer Berne, Brune mène en effet des négociations qui n'ont pour but que de terminer les préparatifs et de tester la volonté et la capacité de défense du futur ennemi. Par la longueur de ces négociations, les Français cherchent à faire porter à Berne la responsabilité du conflit. Puisque Leurs Excellences ne cèdent pas aux exigences «légitimes» de la France, qui représente notamment les Vaudois et, surtout, les principes républicains et démocratiques, ils vont provoquer l'échec d'une solution à l'amiable. Le ministre de la République française auprès du Corps helvétique, le citoyen Mengaud, reste en dehors de tous les événements, ce qui ne manque pas de l'irriter.

Schauenburg atteint la rive Nord du lac de Biemme et de l'Aar, faisant face aux Bernois et aux Soleurois à Longeau, Büren et Nidau. Les échanges d'invectives sont fréquentes entre soldats des deux camps, donnant l'occasion aux officiers de sanctionner ces abus, «non conformes à l'honnêteté qui doit régner entre des militaires». Le 23 février, Schauenburg reçoit un ordre indiquant qu'il doit se tenir prêt à attaquer le 28 février au petit matin ce qui, selon lui, peut être exécuté sans problème.



Croquis du terrain de la bataille du Grauholz.

Il expédie les ordres de mouvement à toutes ses troupes qui devront tenir leur base d'attaque à la date et à l'heure fixées. Un premier contrordre du 25 février renvoie l'attaque d'un jour sans rien modifier à son contenu: il faut s'emparer au plus vite de Soleure pour s'assurer le passage de l'Aar et être à même d'attaquer Berne, objectif stratégique. Si Soleure résiste, d'autres moyens de franchissement sont à envisager.

Le 1<sup>er</sup> mars à une heure du matin, alors que toutes les troupes ont reçu l'ordre d'attaquer à six heures, Schauenburg reçoit un second contrordre renvoyant le début des opérations à dix heures du soir. Les troupes attaquant depuis Moutier-Grandval vers Gänsbrunnen-Saint-Joseph ne reçoivent ce message qu'après avoir tourné la position. Qu'à cela ne tien-

ne! On décide de différer et de poursuivre le lendemain.

Le 1<sup>er</sup> mars, le commandement bernois renonce à toute idée offensive. Au cours de la journée, Schauenburg reçoit un message du colonel von Gross, chef de l'état-major bernois et commandant de Nidau, qui va lui permettre de rendre le camp bernois responsable du conflit. Von Gross l'informe que des sentinelles françaises en face de Nidau sont exposées au feu de sa mitraille. Il aurait scrupule à tirer sur ces hommes sans en avoir préalablement averti Schauenburg, puisque «à moins d'un changement imprévu les hostilités commenceront ce soir à dix heures». Cette déclaration permet au Français d'agir sans arrière-pensées, puisque tout le monde est informé! Il fixe le début des opérations le 2 mars à 4 heures du matin.



Le poste de Longeau est tourné et pris rapidement, alors que les Bernois établis à Nidau et à Büren se replient sur la rive droite de l'Aar et de la Thielle, en détruisant les ponts. Auparavant, le quartier-maître général bernois von Graffenried a envoyé un de ses aides de camp demander ce que signifie cette attaque, alors que des négociations sont en cours. Schauenburg répond que von Gross lui a signifié la veille que les hostilités seraient ouvertes dès le 1<sup>er</sup> mars à 10 heures du soir. Lui-même a décidé de n'ouvrir le feu que le lendemain matin à 4 heures. L'aide-de-camp lui dit alors: «Nous voilà donc en guerre puisque vous avez commencé les hostilités». Schauenburg lui aurait répondu: «pardieu, vous le voyez assez».

### En direction de Berne!

Schauenburg fonce sur Soleure, parcourant la distance

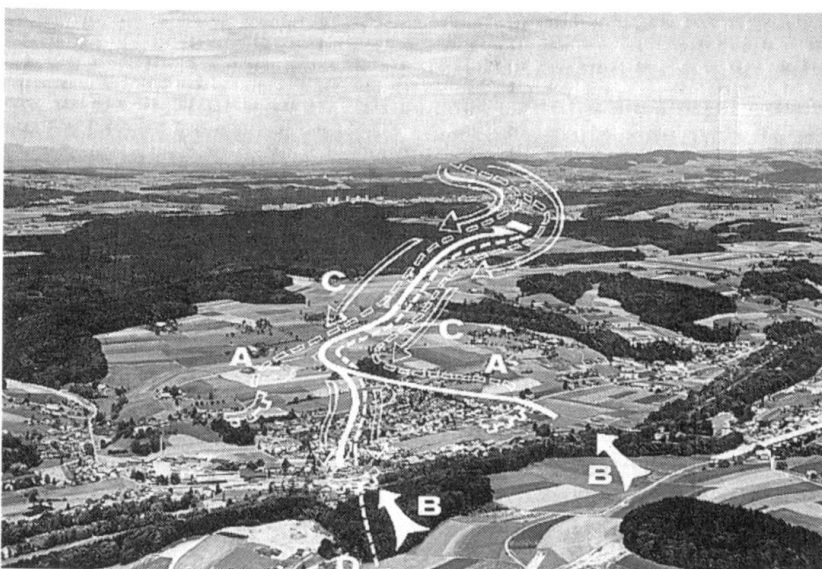
de 15 kilomètres en 3 heures. Il arrive devant la ville «qui par ses fortifications en assez bon état pouvait nous opposer une assez longue résistance [...]». La ville est sommée de se rendre ce qu'elle fait sans conditions. Schauenburg y pénètre à 10 h 30, faisant franchir immédiatement l'Aar pour assurer une double tête de pont. De son côté, Brune a pris la ville de Fribourg.

Berne se trouve pratiquement seule en première ligne, ne pouvant compter que sur ses troupes et moins d'un millier de confédérés (le «secours fédéral»!). Le dispositif bernois doit être resserré, les troupes trop éloignées se replient en direction de la ville. Ces mouvements provoquent des désertions en grand nombre ainsi que des mutineries dont sont notamment victimes deux colonels assassinés dans l'exercice de leur comman-

dement. On les accuse d'être des «traîtres à la patrie», parce qu'ils ont ordonné un repli plutôt que de se ruer sus à l'ennemi.

Un gouvernement populaire provisoire se met en place à Berne. Il cherche à obtenir une capitulation de la part de Schauenburg qui tient la position la plus menaçante. Celui-ci refuse, n'ayant pas la compétence de négocier et renvoie les négociateurs à Brune. Les journées du 3 et 4 mars sont utilisées pour désarmer Soleure et Fribourg, y installer les nouvelles autorités et regrouper les troupes en vue de l'attaque du 5 mars.

Le 5 mars au matin, Schauenburg sort du bois près de Schalunen où il esuie un premier feu bernois. Il progresse vers Fraubrunnen où un combat plus vif commence. Malgré la pression, les défenseurs parviennent à décrocher et à se replier, selon Schauenburg, «en assez bon ordre». La bataille principale est livrée au Grauholz où l'ancien avoyer von Steiger se trouve aux côtés du général von Erlach, commandant en chef de l'armée bernoise. Les deux vieillards soutiennent vaillamment les efforts de leur trop faible détachement dans une position dominante «assez formidable», barrée par des abattis, soutenue par un peu d'artillerie. Le désordre qui règne dans les milices bernoises ne permet pas d'exploiter cet atout. La position est rapidement tournée sur ses deux flancs, les troupes



Neuenegg: 5 mars 1798. A: retraite des Bernois; B: attaque des Français; C: contre-attaque bernoise; D: retraite française.

françaises n'hésitant pas à traverser des zones marécageuses et des forêts escarpées. Un dernier repli est ordonné vers la ville où la dernière escarmouche est interrompue par l'offre de capitulation, acceptée cette fois-ci, la victoire militaire étant clairement dans le camp de la Grande Nation.

Sur le flanc sud, le général Pijon a commencé le matin l'attaque du poste de Neuenegg qui est assez rapidement bousculé. L'arrivée de renforts depuis Berne, au moment où le désordre se met dans les rangs français, permet aux défenseurs de repousser les Français de l'autre côté de la Sarine. Cette modeste victoire ne suffit pas à sauver Berne. Un message arrive annonçant que Berne a capitulé «ce 5 mars 1798 à midy».

### Esquisse de bilan

La campagne contre Berne, commencée le 28 décembre 1797 avec le mouvement des troupes de Brune en direction de Versoix aura duré 68 jours, transmission des premiers ordres, mouvements et combats compris. Pour le gros des forces, la campagne ne dure que 37 jours, soit depuis le 28 janvier, date de la nomination de Schauenburg au commandement de la division de l'Erguel.

Deux forces s'opposent: d'un côté une armée de milice, de l'autre une armée de métier. La première, mal encadrée, constituée surtout d'infanterie, sans cavalerie ou presque et n'ayant que



*Le Lt-général baron de Schauenburg.*

trop peu d'artillerie, est peu motivée pour défendre l'ancien ordre des choses mais, malgré tout, aussi très fortement hostile aux «démons» français, comme en attestent les nombreux accrochages avant l'ouverture du conflit. Elle ne peut tenir le choc face aux demi-brigades révolutionnaires où la durée de service des soldats est en moyenne de quatre années entières et consécutives; ils avaient enchaîné les campagnes en France, en Allemagne, en Belgique, en Irlande et aux Pays-Bas.

Le 5 mars 1798 s'ouvre une ère nouvelle pour la Suisse, confirmée par l'adoption le 12 avril de l'«Ochsenbüchlein», soit la constitution de la République helvétique une et indivisible. Nombreuses seront les idées de ce texte qui seront reprises en 1848. Dans l'immédiat, beaucoup d'entre elles conduisent la République helvétique de coup d'Etat en guerre civile, puis à la disparition en 1802.

D. E.